



POINT DE VUE
Pour une jeunesse qui s'engage
p. 2



REPORTAGE
« Tous Acteurs des Quartiers »
p. 4



SOLIDAIRES, ICI ET AILLEURS
Anophèle
p. 6



PORTRAIT
« Ce qui m'énerve vraiment, c'est d'entendre certains parler de bandes ethniques ».
p. 8

DOSSIER

Municipales 2008 : penser la jeunesse comme ressource

par Clotilde Giner,
doctorante à l'Université de Warwick

Un article sur la jeunesse comme ressource serait superflu si cette représentation faisait consensus. Or, la société française semble actuellement douter des richesses que les jeunes ont à offrir, déstabilisée par les peurs qu'ils suscitent. Prendre le temps d'identifier les regards posés sur la jeunesse est ainsi essentiel, parce qu'identifier nous permet d'interroger et d'appeler à une remise en question des présupposés conditionnant l'action publique à l'égard des jeunes.

La question des jeunes est omniprésente dans les débats. Représentant l'avenir d'une famille, d'un quartier, et plus globale-

ment de la société française, les jeunes sont source d'espoir, mais, perçus en danger ou dangereux, ils suscitent de nombreuses craintes. La jeunesse apparaît menacée par la précarisation des conditions de vie, la violence des rapports sociaux, la société de consommation et l'influence jugée pernicieuse des médias. Cette jeunesse suscite outrage et émoi quand, souvent féminine, elle est victime d'actes pédophiles, d'abus ou d'agressions. A l'inverse, la jeunesse devient objet d'effroi dans le contexte des violences urbaines.

suite page 3



Pour illustrer ce dossier, nous avons demandé à des volontaires en Service Civil, à l'Afev, de poser avec l'objet de leur choix symbolisant leur engagement. Une série de portraits réalisée par Dylan Calves.



L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour intervenir dans les quartiers. Avec 7 000 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 200 villes partenaires, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires. Leur principale activité est l'accompagnement éducatif dans les quartiers en difficulté.

Campagne « être utile contre les inégalités »

Des milliers de bénévoles ont déjà répondu positivement à notre appel, mais nous avons encore besoin de renforts pour répondre à des besoins sociaux grandissants. Si tu es disponible 2 heures par semaine pour accompagner un enfant en difficulté, n'hésite pas à nous contacter !

www.afev.org
Plus d'infos en page 8.

Le secrétaire d'État aux Sports Bernard Laporte a relancé le 5 décembre dernier l'idée de généraliser le Service Civique des jeunes. Ce projet essentiel serait-il enfin devenu prioritaire dans l'agenda politique ?

Nous, organisations de jeunesse et étudiantes, associations d'éducation populaire et d'action sociale, défendons l'intérêt et l'urgence de rendre cette étape de vie incontournable dans la vie de tous les jeunes, d'en faire un élément clé de leur éducation citoyenne.

Car dans une société qui peine à se définir et à trouver ses nouveaux repères, il devient urgent de réhabiliter les valeurs du travail collectif et désintéressé au service des autres. Développer le civisme est un réel enjeu de société, qui nous concerne tous, jeunes et moins jeunes. Et les besoins sur le terrain sont là,

comme un appel à l'engagement. Confier à des jeunes des missions d'intérêt général répondant à de réels enjeux sociaux ou environnementaux.

Service civique des jeunes, il était temps !

Recréer des lieux de mixité sociale et culturelle. Offrir aux jeunes une occasion de se servir en servant les autres. Telle est la vocation d'un Service Civique porteur de sens, qui pourra impacter durablement nos mentalités et redonner un souffle à nos valeurs républicaines. La nécessité de développer le

Service Civique des jeunes en France fait consensus au sein de la classe politique. Si les modalités pratiques et la durée minimum de ce Service

Civique universel sont à préciser au regard des expériences terrain, le sujet est clé et l'urgence réelle. Il faut maintenant passer aux actes, garantir le déploiement massif du Service Civil Volontaire déjà en place, et s'engager sur la durée, en alliant ambition et exigence de qualité.

Nous affirmons haut et fort la volonté de nos associations et fédérations nationales de travailler très concrètement, dès demain, avec le gouvernement et les parlementaires, au déploiement d'un Service Civique porteur de sens, pour notre jeunesse et notre société.

Premiers signataires de l'appel : Afev, AFIJ, AFVP, ANACEJ, Animafac, ATD Quart Monde, CEMEA, Cotravaux, Croix-Rouge Française, Débarquement Jeunes, Eclaireuses Eclaireurs de France, FAGE, Fédération L'Arche en France, La Ligue de l'Enseignement, Les Petits Frères des Pauvres, UFCV, UNEF et Unis-Cité.

www.pourlemaintienduservicevolontaire.org



Pour une jeunesse qui s'engage

En attendant le Plan Respect Egalité des Chances (« plan banlieues ») prévu prochainement, ces dernières semaines, la question du bénévolat et de l'engagement est revenue plusieurs fois sur le devant de la scène.



Que ce soit par l'intervention du Président de la République devant le CES (Conseil Economique et Social) le 17 octobre 2007 à l'occasion de la journée du « refus de la misère », ou par Bernard Laporte lors de la journée mondiale du bénévolat le 5 décembre, c'est à chaque fois l'occasion de louer l'utilité de ces actes concrets pour la cohésion de notre société, la richesse de l'expérience pour ceux qui s'engagent, mais aussi pour proposer de mieux intégrer cette richesse dans le fonctionnement du pays.

Cet engouement pour l'engagement, principalement des jeunes puisque la plupart des mesures s'adressent à eux, s'il ne peut qu'être soutenu, appelle à trois remarques :

Ces mesures annoncées répondent tout d'abord à une érosion supposée du bénévolat dans ses formes traditionnelles d'encadrement associatif et principalement dans le champ sportif et caritatif. Mais l'engagement des jeunes existe. Nous pensons même qu'il n'a jamais été aussi massif, solidaire et désintéressé qu'aujourd'hui. Les formes ont changé, l'individu remplace le collectif, les valeurs évoluent, la liberté s'estompe au profit de la solidarité, l'utilité concrète prend le pas sur les grands principes. En 2007, plus de 15 000 étudiants bénévoles se sont engagés au sein de l'Afev. Des dizaines d'associations font le même constat : la jeunesse est en demande d'engagement. **Il est frappant de constater que le traitement de l'engagement, bénévolat et volontariat, reste aujourd'hui un**

sujet à part, autonome, tout en oubliant que l'on s'engage pour quelque chose. Au moment où la nécessité d'engagement des citoyens et principalement des plus jeunes était soulignée, un grenelle de l'environnement se terminait sans aucun dispositif concret d'action faisant appel à nos concitoyens, jeunes ou moins jeunes. La participation à des actions éducatives, préventives, ou tout simplement de réparation, a beaucoup plus d'impact que des discours sur la responsabilité.

Enfin, l'occasion de mettre en cohérence les grands principes et l'action citoyenne, la réponse à un besoin sociétal et la construction d'un lien social entre les individus a été manquée une première fois, ne la ratons pas une seconde fois. Le lancement du PREC (Plan Respect Egalité des Chances) peut être une occasion formidable. En accompagnant les mesures lourdes et longues de restructurations des quartiers, de retour massif du service public, nous devons redonner espoir et place à une jeunesse désenchantée par des années de mise en échec. Développons les espaces d'engagements pour tous les jeunes, soutenons et reconnaissons l'engagement des plus fragiles, validons les compétences acquises dans ces actions solidaires, donnons nous les moyens pour que toute notre jeunesse soit fière d'elle-même parce que nous aurons su la considérer comme une ressource pour la société présente.

Nous demandons au Président de la République, qui a fait de la rupture son argument

de campagne, une réelle rupture dans notre façon de considérer la jeunesse, une réelle rupture dans la manière de construire les politiques publiques de jeunesse. Ni réparation, ni consommation, nous demandons des politiques de formation, d'éducation, de prise de responsabilité, d'engagement pour que chaque jeune acquière l'autonomie nécessaire pour se mouvoir dans nos sociétés complexes.

Nous demandons au gouvernement trois mesures simples pour soutenir et valoriser la participation des jeunes au fonctionnement de notre société :

- La mise en place d'un **comité interministériel des politiques jeunesse**, autour d'un délégué, en charge d'étudier, promouvoir et diffuser dans tous les ministères la question de la place des jeunes et en particulier des plus fragiles ;
- **Des dispositifs existent**, le service civil volontaire, le tutorat étudiant, les chantiers de jeunes, les échanges internationaux, servons nous de ces expériences pour les améliorer, les simplifier et les déployer fortement afin de pouvoir les évaluer ;
- Inscrire dans le futur PREC qui doit être annoncé par le Président de la République de manière imminente, le déploiement du service civil et du tutorat comme un moyen important d'action pour et avec les jeunes des quartiers délaissés.

Nicolas Delesque,
Secrétaire général de l'Afev



« Le bonheur est dans la Ville »

Le 28 novembre 2007, l'Afev organisait à Paris, en partenariat avec l'Association des Villes Universitaires de France, un séminaire sur la vie étudiante et leur présence dans la ville. Echos.

A quelques semaines des prochaines élections municipales, la question du rapport des étudiants à leur territoire et à la citoyenneté se pose plus que jamais. L'université, autrefois plus cloisonnée, constituait une entité à part entière ; elle est aujourd'hui devenue partie intégrante de la cité, tout en bénéficiant d'une autonomie plus grande. L'étudiant actuel ne peut plus être considéré comme un simple usager, un consommateur passif de culture, de produits de consommation et d'infrastructures. Au contraire, comme ils l'expriment de plus en plus souvent, les étudiants souhaitent être désormais considérés comme des acteurs, qui s'engagent et souhaitent forger leur sens de la citoyenneté et de la solidarité, dès leur sortie du lycée.

Ressource pour le territoire

Se référant à une étude de la Fondation de France ¹, Nicolas Delesque, secrétaire général de l'Afev explique qu'il existe maintenant une « réelle homogénéité des valeurs des 15-35 ans, avec la forte montée d'une nouvelle valeur sociale, la solidarité, faite de nouvelles méthodes d'intervention, qui ne sont plus la délégation à des syndicats, à des partis, ni même à des collectifs, mais qui se forge dans une vraie volonté

d'être co-producteurs de la chose publique. C'est pourquoi nous devons désormais les associer à une politique de territoire », en n'omettant pas la mobilité, facteur d'émancipation, qui bouleverse les temps et les parcours.

Malgré le fait que « les étudiants se plaignent de ne pas être écoutés et qu'ils souhaitent être davantage responsabilisés par rapport aux questions qui touchent à leur insertion dans la ville, ceux de l'université de Franche-Comté, dont Isabelle Jacques est vice-présidente, font preuve d'une réelle volonté de simplifier ». Des étudiants qui siègent notamment au Conseil de développement participatif du Grand Besançon, qui regroupe, depuis 2002, des acteurs économiques et sociaux de l'agglomération afin de l'éclairer quant à ses réalités. Cet organe souhaite favoriser leur intégration et améliorer leurs conditions de vie. Parmi d'autres exemples de participation, la nouvelle Maison de l'Étudiant, qui fut inaugurée cette année, à Avignon, née d'un partenariat entre public et privé : une chapelle rénovée accueille un cyberspace, des mutuelles, un lieu de restauration, ainsi que des associations. Le lieu constitue une porte ouverte entre l'université d'Avignon et la ville.



Parmi les autres invités, Raymond Couderc, sénateur-maire de Béziers raconte comment il a accompagné l'installation d'un IUT, puis d'une antenne de l'université Paul Valéry sur sa commune : les étudiants constituent « un carburant essentiel pour la dynamique de la cité ». Il est rejoint dans son analyse par Pierre Albertini, maire de Rouen qui pense par ailleurs qu'« il n'existe pas de modèle unique d'intégration urbaine de l'étudiant ». Cette dernière

dépend « aussi de la richesse du tissu associatif local », et avant tout, « d'un management partagé des projets ».

Mathias Bocabeille

¹ 15-35 ans : les individualistes solidaires, (février 2007 - Observatoire de la Fondation de France)

DOSSIER

Municipales 2008: penser la jeunesse comme ressource

« La jeunesse n'est qu'un mot » d'après Pierre Bourdieu, car elle sous-tend des réalités très diverses. Pourtant les jeunes ont un point commun : une véritable envie de s'impliquer dans la Cité.

► Suite de la page 1

Cette jeunesse dangereuse, une représentation que les médias ont largement contribué à instituer, est incarnée par le 'jeune' de sexe masculin, issu de l'immigration mais n'ayant connu que la 'cité', et qui agit en 'bande'. Les images de voitures brûlées relayées par les médias et les propos d'élus sur les « sauvages » et les « racailles », ont institutionnalisé la représentation de la jeunesse comme menace à la société (Vulbeau¹). Le poids des mots et des images tend à faire oublier que ces craintes ont traversé les âges et les pays. Ainsi, en Grande-Bretagne, les jeunes dont le comportement est taxé d'anti-social font l'objet d'une véritable diabolisation dans les médias.

En réponse à ces perceptions, l'action politique s'est orientée vers des mesures de contrôle chargées de maintenir les jeunes à l'écart du monde des adultes, en attendant qu'ils le deviennent eux-mêmes. Cependant, suite à la répétition des violences urbaines et à la prise de conscience du caractère structurel de la crise, les élus ont de plus en plus souligné l'importance de la participation des jeunes à l'espace public, comme l'illustrent la multiplication des conseils d'enfants et de jeunes à partir de 1982 et la création du Service Civil Volontaire

suite aux émeutes de novembre 2005. Cependant, ces injonctions à la participation ont eu un effet limité sur les jeunes ciblés par ses mesures. Oser s'engager implique en effet une certaine estime de soi et la confiance que l'action que l'on mène peut être utile. Or, nombreux sont les jeunes n'ayant pas les repères suffisants pour donner forme à leurs envies, beaucoup évoluant en outre dans un contexte de méfiance des institutions. La représentation de la jeunesse comme ressource par les élus peut ainsi, de manière paradoxale, contribuer à la marginalisation et stigmatisation de ceux qui ne s'y retrouvent pas.

Les récentes mobilisations des jeunes, qu'elles soient protestataires, comme lors de la crise du CPE ou des banlieues, ou solidaires, en attestent la mobilisation des étudiants de l'Afev en faveur des quartiers ou les lycéens soutenant leurs camarades sans papiers, sont la preuve que les jeunes ont à cœur d'être considérés comme des acteurs de leur propre vie et de la société. Comme l'expose Michel Kokoreff², un « fort lien social » unit les jeunes des cités dans une même volonté de sortir de la galère par le biais de multiples initiatives (sport, musique, responsabilités familiales). La considération accordée par la société à ces initiatives reste limitée par le fait que celles-ci ont lieu

en dehors de tout cadre institutionnel et ne correspondent pas nécessairement à l'idéal de l'engagement citoyen.

Penser la jeunesse comme ressource pour elle-même et pour la société, c'est donc, au-delà des mots, accepter de repenser les fondations de l'action publique envers les jeunes. Ceci implique de concevoir un véritable espace de dialogue et d'interactions entre générations. Le local, territoire dans lequel les jeunes s'intègrent et se construisent, offre à ce titre un véritable espoir de développement de la jeunesse actrice de son environnement. Un nombre croissant d'acteurs, dont l'Afev, se concentre sur la co-construction des projets avec les jeunes, reconnaissant ainsi la contribution positive qu'ils peuvent avoir au sein de leur communauté. Cette approche de projet se fonde sur la confiance mutuelle, la légitimation de l'action des jeunes et la reconnaissance de leurs connaissances et compétences. Elle s'inscrit très clairement dans le concept anglo-saxon de *youth empowerment*, processus au cours duquel les jeunes acquièrent des ressources cruciales pour leur émancipation sociale et professionnelle tout en faisant bénéficier les autres de cet apprentissage. Ainsi, loin de maintenir les jeunes à l'écart du monde adulte, ces projets les préparent pour en faire

partie, à part entière.

Les élections municipales représentent un moment privilégié pour (ré)introduire la notion de « jeunesse ressource » en lieu et place de la jeunesse à problèmes. Espérons qu'élus, médias et autres professionnels de la jeunesse sauront ouvrir leur porte et leur esprit aux jeunes dans toute leur diversité et à leurs nouvelles formes d'engagement.

Clotilde Giner,

Bénévole pendant de nombreuses années à l'Afev, Clotilde Giner est aujourd'hui doctorante à l'université de Warwick (Grande-Bretagne) et se consacre aux mobilisations sociales en faveur d'enfants et de jeunes sans papiers en France et en Grande-Bretagne. Elle a également co-écrit le « Guide de l'accompagnement éducatif, enfants et jeunes nouvellement arrivés », paru dans la collection des Cahiers de l'Action de l'INJEP en 2007.

¹ Alain Vulbeau (dir.), *Le jeune comme ressource. Expérimentations et expérience dans l'espace public* (2001 - Éres)

² Michel Kokoreff, *La force des quartiers : de la délinquance à l'engagement politique* (2003 - Payot)



Vivre ensemble, utilement

Les kots-à-projet ont vu le jour à l'Université catholique de Louvain, en Belgique. Ce sont des lieux d'habitation communautaire, dans lesquels une dizaine d'étudiants partagent et mènent à bien un projet collectif. Une idée neuve de plus de trente ans.

Louvain-la-Neuve, qui compte aujourd'hui près de 15 000 habitants et 20 000 étudiants, a vu le jour à la fin des années 60, afin d'accueillir la partie francophone de l'Université catholique de Louvain (UCL), suite à un conflit qui conduisit à la scission de l'établissement. C'est ici que sont nés les premiers kots-à-projet, qui sont désormais au nombre de 80 sur le territoire de l'agglomération. Ils sont administrés par l'université, qui en chapote près de 110 au total, et les gère en fonction des critères sociaux projets, qui touchent de multiples domaines : de la musique au sport, en passant par le théâtre, l'improvisation, l'humanitaire, le social, les langues, la photographie, la danse, l'environnement, etc.

Ces kots permettent à un millier d'étudiants de l'UCL de s'impliquer au quotidien dans des projets de solidarité ou d'animation. Des étudiants, qui pour la plupart viennent de quitter leur famille, et font, dans ces lieux, l'apprentissage de la vie en communauté, de la citoyenneté. Ces kap, pour les initiés, grouillent de projets qui évoluent avec le temps. L'Organe est le collectif qui représente les kots-à-projet auprès des différentes administrations, se charge de la répartition des subventions de fonctionnement et du renouvellement des projets.

Chaque année, tous les kap passent devant une commission qui étudie la pertinence des projets. C'est l'une des originalités du concept : aucun kap

n'est assuré d'être reconduit et de nouveaux apparaissent annuellement. Les projets évoluent ainsi au gré de ce que proposent les étudiants et ce fonctionnement oblige ces derniers à s'interroger sur leur engagement. « *Tous les étudiants qui s'impliquent dans les kots-à-projet, revendiquent clairement leur fonction d'acteur de la société* » explique Nicolas Bossut dans son mémoire consacré à ce type d'habitation, « *entre habitat et projet socioculturel* ». Entre 1984 et 2004, ce sont plus de 500 kap qui se sont ainsi succédés à l'UCL.

Comme c'est le cas en Belgique, ces habitations constituent aussi une réponse à la crise récurrente du logement étudiant. Une déclinaison française des kots pourrait être envisagée ; elle pourrait constituer une innovation en apportant une réponse à la coexistence, sur le territoire, de pôles d'excellence et des poches de précarité. Car bien souvent, en France, universités et établissements d'enseignement supérieur côtoient, parfois à quelques dizaines de mètres, des quartiers défavorisés, en s'ignorant.

Mathias Bocabeille

> www.kapclouvain.be





POINT DE VUE

Mettre en valeur la jeunesse, c'est garantir l'avenir

Les municipalités mettent régulièrement en avant la jeunesse comme leur première préoccupation. Au-delà des discours, comment mettre en pratique la jeunesse comme ressource ? Le point de vue de Jean-Claude Richez, ancien maire adjoint chargé des questions d'éducation populaire à la ville de Strasbourg et actuellement chef de l'unité de la recherche, des études et de la formation à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP).

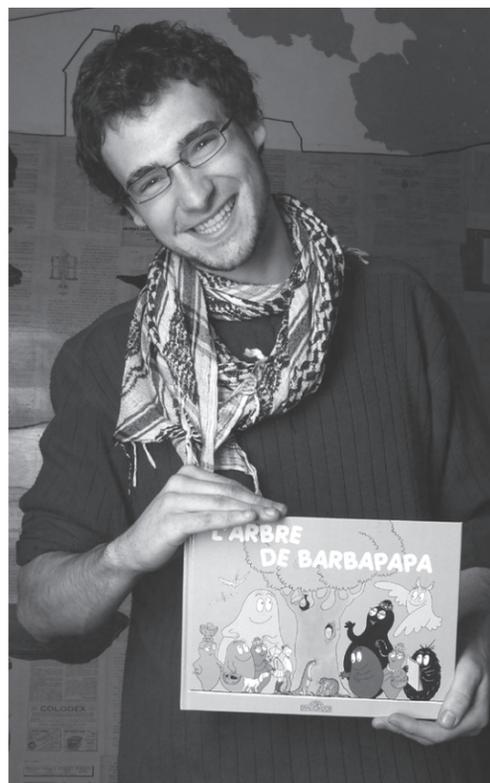
Nombre de sondages menés ces dernières années mettent en évidence une équation qui devrait être au centre des prochaines échéances électorales municipales. D'une part, le maire apparaît comme le seul interlocuteur politique reconnu et bien identifié de la galaxie de nos représentants, d'autre part la jeunesse est régulièrement citée par les maires comme leur toute première préoccupation. A priori « tout devrait baigner » et un dialogue fécond pouvoir se nouer entre jeunes et édiles municipaux. Tout cela est trop beau !

Cette belle équation, qui devrait entretenir une véritable adéquation entre jeunes et municipalités, est en fait perturbée par de nombreuses variables :

- certains éléments conditionnent fortement les conditions de vies des jeunes sur lesquels les maires n'ont que peu de prise comme l'emploi ou la réussite scolaire ;
- certains maires pensent la jeunesse comme une préoccupation parce les jeunes sont surtout perçus comme facteur de trouble et d'insécurité ;
- des jeunes le jour décisif « oublient » souvent d'aller voter et par là favorisent le peu de prise en compte de la jeunesse par les équipes municipales ;
- des jeunes ont souvent des comportements que les plus âgés ont du mal à comprendre voire incompréhensibles et condamnables.

Il est aujourd'hui absolument nécessaire de sortir de ces logiques négatives, de construire à l'échelle municipale des rapports plus sains et productifs entre générations :

- en développant les espaces d'échanges, de consultation et de dialogue avec les jeunes à toutes les échelles de la cité afin qu'ils puissent faire entendre leur voix et se faire une place; en multipliant les espaces de participation stimulant leur implication citoyenne à travers l'apprentissage à la citoyenneté, l'association à la délibération comme le développement des échanges et des interactions avec les élus et la société locale ;
- en favorisant sous toutes les formes les initiatives des jeunes, en leur donnant des moyens pour développer leurs projets, en les accompagnant, en prouvant concrètement qu'on leur fait confiance, qu'ils sont reconnus comme des citoyens à part entière ;
- en renforçant l'offre de loisirs et d'accompagnement éducatif en dehors du cadre scolaire et en complément de celui-ci, afin que les jeunes puissent développer d'autres savoirs et valoriser d'autres compétences que ceux qui sont pris en compte par l'école, il faut favoriser leur autonomie et à travers elle leur construction comme adulte ;
- en encourageant le développement des pratiques culturelles et sportives qui contribuent à la fois à l'expression de la personnalité et à l'intensification des re-



lations sociales, à la « construction d'un sens positif » ;

- en donnant aux jeunes tous les moyens de se former au delà de l'école à ceux qui, en particulier, n'ont pas pu valoriser leur compétence dans le cadre scolaire, afin qu'ils puissent trouver une inscription dans la cité.

La cité est d'abord un espace de relations. L'intervention de la collectivité en direction de la jeunesse passe alors par : la reconnaissance des pratiques juvéniles de rue, la valorisation des potentiels de créativité, le renforcement de leur mobilité géographique, la mise en place de lieux d'écoute et de parole.

En bref la jeunesse dans une commune c'est véritablement « son avenir » et si on ne veut pas le compromettre il faut la prendre en compte dès aujourd'hui comme une ressource, un potentiel de création et de développement qu'il nous appartient de mettre en valeur si nous voulons garantir l'avenir. Les jeunes ne sont pas extérieur à la commune mais bien nos enfants, nos filles et fils, des habitants au même titre que les autres : au titre de citoyens.

Jean-Claude Richez,
propos recueillis par Matthieu Lamarre

Stop aux clichés sur les jeunes !



C'est une campagne du Comité Jeunes de l'Anacej lancée lors du 7ème Congrès national des conseils d'enfants et de jeunes le 28 octobre 2006. Elle vise à attirer l'attention des médias, des jeunes, des collectivités territoriales, des professionnels de la jeunesse et de la société en général pour que soit porté un autre regard sur les jeunes. Au moment de son lancement, plusieurs propositions d'actions ont été présentées avec l'idée d'inciter les collectivités territoriales

et les jeunes à mener des projets pour valoriser l'image des jeunes trop souvent stigmatisés.

Les membres du Comité Jeunes travaillent désormais à la création de supports à débats et d'un prix pour la presse. Il s'agit d'inciter les collectivités membres de l'Anacej, les conseils d'enfants et de jeunes ainsi que tous les groupes de jeunes qui le souhaitent à organiser des manifestations autour du thème « l'image des jeunes » afin de prendre conscience de ce problème et trouver ensemble des solutions.

www.stopauxcliches.fr

www.anacej.asso.fr

Municipales 2008 : les propositions de l'Afev

A l'occasion des prochaines élections, l'Afev publie une plate-forme de propositions autour de trois enjeux centraux :

- l'éducation ;
 - la citoyenneté ;
 - étudiants, universités et territoires
- Nous publions ici les propositions dans le domaine de la citoyenneté.

Proposition n°1 : Soutenir l'engagement des étudiants dans des actions d'utilité sociale et valoriser ces parcours d'engagement.

Les étudiants peuvent être une ressource, sur certains territoires en difficulté, pour développer une action publique efficace et très symbolique dans la reconstitution du lien social et plus largement pour faire société.

Proposition n°2 : Faciliter l'accès à l'information pour les jeunes des quartiers.

L'accès à l'information est un facteur d'inégalité crucial entre les jeunes qui maîtrisent la complexité et la multiplicité des canaux d'information et ceux qui ne les maîtrisent pas. Pour lutter contre ces inégalités, il est nécessaire de favoriser une participation beaucoup plus systématique et légitimée des jeunes dans la construction et la diffusion de l'information.

L'action « Tous acteurs des quartiers » lancée par l'Afev (voir ci-contre) peut constituer une réponse adaptée à cette problématique.

Proposition n°3 : Créer des Cités de la solidarité.

Véritables portails d'actions dans le domaine de la solidarité, ces maisons sont tout à la fois des lieux d'accompagnement des initiatives solidaires, des espaces de rencontres et des lieux ressources pour les jeunes.

Proposition n°4 : Promouvoir le volontariat.

Le Service Civil Volontaire a prouvé que des milliers de jeunes étaient prêts à se mobiliser pleinement et dans la durée dans des missions d'utilité sociale au moment où la fracture s'élargit dans notre pays entre zones de précarité et zones d'excellence. Les collectivités en soutenant le volontariat peuvent permettre le déploiement de cette forme d'engagement et ainsi trouver des réponses adaptées à des enjeux réels de société.

Propositions n°5 : Favoriser la mobilité de quartier à quartier mais aussi au niveau international.

La mobilité représente une problématique centrale dans l'accès à la formation, à l'emploi, à l'éducation, particulièrement pour les jeunes issus de quartiers en difficulté. Soutenir la mobilité, c'est favoriser les échanges de quartier à quartier mais aussi à l'échelon européen et international, parce que la frontière aujourd'hui se creuse entre les individus qui projettent leur avenir dans un monde globalisé et ceux qui vivent un véritable enclavement dans leur quartier.

Retrouvez l'ensemble des propositions sur le site www.afev.org

POUR ALLER PLUS LOIN

Bibliographie

- « Jeunesse dans les quartiers populaires. Guide à la réflexion méthodologique sur les politiques », (2007 - Editions du Conseil de l'Europe).
- B. Bier, « La politique de la reconnaissance, comme catégorie de l'action publique en direction des jeunes » in « Jeunes d'aujourd'hui. Problèmes et politique » (2007, Pensée Plurielle n° 14, De Boeck)
- B. Bier et J. Le Breton, « Education et

- citoyenneté » (2007 - Cahiers de l'action n° 16, INJEP).
- A. Caillé, « La quête de reconnaissance, nouveau phénomène social total » (2007 - La Découverte).
- D. Charvet, P.J. Andrieu, F. Labadie, « Jeunesse, le devoir d'avenir » (2001 - La Documentation française).
- L. Chauvel, « Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XX^e siècle » (2002 - PUF).

- A. Honneth, « La société du mépris » (2006 - La Découverte).
- E. Renault, « L'expérience de l'injustice » (2004 - La Découverte).
- J.C. Richez, « Participer, s'engager ; l'engagement des jeunes aujourd'hui » in G. Marquié, « Des ressources pour l'engagement et la participation des jeunes » (2005 - Cahiers de l'action - INJEP).
- N. Rossini, « Les jeunes conseillers engagés dans la démocratie locale » (2003

- ANACEJ / INJEP).
- A. Vulbeau, « La jeunesse comme ressource. Expérimentations et expérience dans l'espace public » (2001 - Erès).

Sitographie

- <http://ressourcesjeunesse.injep.fr>
- www.injep.fr
- www.youthforum.org

« Tous Acteurs des Quartiers » : permettre aux collégiens de monter leur propre campagne de sensibilisation à la citoyenneté

Dans le quartier Jolimont de Toulouse, le projet « Tous Acteurs des Médias » offre à des adolescents la possibilité de faire leur propre journal télévisé.



Et si les « jeunes des cités », comme les surnomment de façon souvent péjorative les médias traditionnels, produisaient eux-mêmes une information originale sur leur vie et leurs réalités quotidiennes ? C'est avec cette ambition que le pôle toulousain de l'Afev a créé cette année le projet « Tous acteurs des médias » auprès d'adolescents de Jolimont, un quartier coincé entre la gare et des voies rapides sur les hauteurs de la Ville Rose. « Avec la télévision et

maintenant Internet, les jeunes sont imprégnés d'images à longueur de temps, sans forcément avoir le recul pour en comprendre la signification, explique Hélène Asiain, qui pilote le projet pour l'Afev. L'idée, c'est de leur donner les billes pour acquérir une réflexion critique sur les médias et leur montrer que toute information est une construction. Et ensuite d'impliquer les jeunes en leur permettant de manipuler eux-mêmes les outils du journalisme - caméra, appareil photo, enregistreur radio. » Dès le mois de janvier, les participants se lanceront dans la production de petits films, d'articles et d'expos photos sur leur quartier, avant pourquoi pas de les diffuser à leurs proches à la fin de l'année. Le projet phare est celui du journal télévisé qui devrait aboutir au printemps.

Pour préparer cette phase de réalisation, des ateliers de découverte ont été organisés pour montrer aux jeunes la complexité du processus d'information. Cet après-midi de décembre, ils sont trois collégiens, entre 11 et 13 ans, à travailler sur le rôle de l'image dans l'information. Sur la table, une douzaine de visuels - photos d'actualité, publicités, dessins de presse - sont présentés « à l'aveugle », c'est-à-dire expurgés de tout texte, légende ou slogan explicatifs. Aux jeunes de décrypter le « message » de l'image. « Je connais son visage, mais je ne sais pas son nom. Il passe à la télé ? », demande My-

riam devant un portrait de Bernard Laporte. La photo d'un Africain aux vêtements usés et aux traits marqués évoque pour l'un des adolescents « la pauvreté », pour l'autre « la guerre ». Il s'agit en fait d'un travailleur en grève dans les mines d'Afrique du Sud. « Le plus dur à comprendre ce sont les dessins », juge Souheila, perplexe devant une caricature de Plantu. Yadaly n'est pas d'accord, le sens des photos lui semble parfois tout aussi obscur. Tous les jeunes sont d'accord en revanche pour dire que « le plus clair, ce sont les pubs ». De même, la télé est jugée « plus crédible » que les autres supports et surtout la presse écrite. Un jugement qui évoluera peut-être quand les enfants produiront eux-mêmes des images et seront confrontés aux difficiles choix du montage et du commentaire, estime Hélène Asiain de l'Afev, en insistant sur le fait qu'« il ne s'agit pas de s'en prendre à tel ou tel média mais de développer le sens critique en général ». Les professionnels locaux ont bien compris la démarche : de TéléToulouse au journal satirique local Fritures en passant par Radio Campus, une dizaine de titres a accepté de participer au projet en faisant notamment découvrir leurs locaux aux adolescents encadrés par l'Afev. « L'espoir à terme est même d'engager avec ces journalistes un véritable dialogue sur l'image des jeunes dans les médias », conclut Hélène Asiain.

Paul Falzon-Monferran

L'Afev fait le constat d'une double urgence : une urgence sociale et une urgence citoyenne. Depuis de nombreuses années, la relégation se fait toujours plus grande dans certains quartiers. Cette ségrégation spatiale à l'œuvre dans notre pays ne fait qu'accroître les inégalités face à l'accès à l'éducation, à la santé, à la justice, à l'Europe, à la citoyenneté, à l'orientation...

Les outils d'information et les campagnes de sensibilisation classiques apparaissent bien insuffisants et limités face à ce phénomène.

De plus, il existe dans ces quartiers une très grande envie des jeunes habitants de s'impliquer dans la vie citoyenne, d'être pleinement acteurs et utiles à leur quartier, mais les espaces d'engagement ne sont pas très nombreux et pas toujours adaptés à leur réalité. Ainsi, les dispositifs d'aide aux initiatives des jeunes ne sont que très insuffisamment utilisés par les jeunes des quartiers. Pour aller au-delà de ces constats et proposer des espaces d'engagement en direction des jeunes issus des quartiers populaires, l'Afev a expérimenté dès l'an passé une action intitulée TAQ visant à faire émerger un regard positif sur les quartiers en difficulté en accompagnant et en valorisant des initiatives portées par des jeunes acteurs de leur territoire et accompagnés par des étudiants bénévoles ou des volontaires de l'Afev. Taq met ainsi en oeuvre une nouvelle forme d'implication citoyenne : des collégiens sont mobilisés pour mener leur propre campagne d'information sur un sujet de société : santé, discriminations, environnement, Europe...



Plus d'informations : Elise Renaudin, déléguée à la citoyenneté et aux initiatives solidaires
Tél : 01 40 36 01 01 / elise.renaudin(at)afev.org

 **POINT DE VUE**

La « reconnaissance », panacée ou cache-misère ?

Bernard Bier, spécialiste des politiques éducatives et de jeunesse délivre quelques pistes pour favoriser une participation réelle, de tous les jeunes, et notamment dans les quartiers populaires.

La société française a mal à sa jeunesse. De feu le Commissariat général du Plan avec son rapport « Jeunesse le devoir d'avenir » aux travaux de Louis Chauvel, tous s'accordent à corroborer ce que nous observons : les écarts politiques, économiques, sociaux entre générations se creusent dans un pays vieillissant. Et le « sentiment d'injustice » est une expérience vécue par une majorité de jeunes - et renforcée ô combien dans les quartiers de relégation pour des jeunes qui font au quotidien l'expérience de l'exclusion, des discriminations, d'un futur sans avenir. Poser alors le « droit de cité » comme préalable à toute injonction à la citoyenneté, affirmer une approche de la « jeunesse comme ressource » plutôt que comme dangereuse ou déficitaire, s'engager dans une « politique de reconnaissance » est donc un pas en avant... à condition de ne pas en rester là, de ne pas faire de ces termes une nouvelle rhétorique, une « nouvelle idéologie ».

Cela soulève donc plusieurs questions. D'abord quant à la « participation » si souvent invoquée : si des modalités assez traditionnelles (vie

associative, conseils de jeunes...) ont leur vertu et peuvent constituer une entrée dans l'espace public pour les jeunes (et au-delà pour tous), elles peuvent apparaître comme excluant pour certains. D'où l'intérêt de permettre et de favoriser l'émergence de formes multiples, parfois peu canoniques, parfois perçues comme en rupture. Celles-ci peuvent être l'occasion (sous certaines conditions) de la construction d'une identité (individuelle et collective) forte, d'une image positive de soi, d'un langage autonome (non aliéné, aurait-on dit en d'autres temps où l'émancipation était une valeur et un projet). De permettre de prendre prise sur soi et sur le monde, de passer du « droit à » (consommer) au « droit de » (qui vous fait acteur, sujet - ce que d'aucuns appellent l'*empowerment*). Cette efficacité ne peut que dynamiser la société toute entière.

Cela implique aussi de ne pas penser les échanges sur le seul mode discursif dans le cadre d'une « démocratie délibérative », qui privilégie ceux qui ont la maîtrise de certains codes, exclue de fait les

autres, et pose l'espace public comme lieu d'un « consensus rationnel », vidé de toute passion, de tout conflit. A cela nous préférons le projet d'une « démocratie pluraliste », « agonistique » (C. Mouffe¹).

La symbolique aussi est importante. Les images comme les mots peuvent stigmatiser, humilier comme redonner dignité et espoir - l'histoire politique de ces derniers mois (jusque dans ses ambiguïtés) suffit à le montrer. Néanmoins, si la « politique de reconnaissance » affichée ne se traduit pas dans l'expérience quotidienne de tous, si le rapport aux savoirs continue à ne renvoyer nombre d'individus qu'à une école synonyme d'échec et d'humiliation, si perdue la difficulté à trouver stages, formations, emploi, logement..., très vite ce regard positif des adultes ou des institutions (quand tel est le cas !) apparaîtra comme une manière de « calmer le jobard » (pour reprendre l'expression de Goffman²). Ne resteront alors que la désillusion, le sentiment d'impuissance, la perte du sens et un fossé accru avec les institutions. Les intérêts particuliers

et les identités diverses au lieu de se « frotter » dans l'espace public se composeront en autant d'isolats indifférents dans le meilleur (!) des cas, concurrentiels ou hostiles le plus souvent.

Notre responsabilité est lourde : c'est le pacte politique qui est en jeu.

Bernard Bier

¹ C. Mouffe Vulbeau (dir.), *La politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle* (1994- La Découverte/MAUSS)

² E. Goffman, *Calmer le jobard : quelques aspects de l'adaptation à l'échec* in *Le parler frais d'Erving Goffman* (1989- Minuit)

> B. Bier et J. Le Breton, *Éducation et citoyenneté*, « Cahiers de l'action » n° 16 (2007 - INJEP)



« Chagrin d'école »

« Bonjour, je ne sais pas si vous vous souvenez de moi, mais je suis un de vos anciens élèves, Farid... » Bien sûr que je me souviens de lui ! Farid : une figure de la classe, régulièrement puni, souvent exclu, incapable de se concentrer... Pas un mauvais bougre, évidemment, juste un élève qualifié de « pénible », aimant accaparer l'attention... Farid, donc, recevant chaque trimestre la sempiternelle formule des « capacités non exploitées »...

Pourtant, à la fin de son année de seconde, après un redoublement, on avait fait un pari : ne pas l'orienter vers une classe technologique, où il serait tenté de grossir les rangs des perturbateurs, mais l'inscrire en première générale, en espérant un sursaut. Pari gagné : Farid a eu son bac, du premier coup. « *Même pas au rattrapage, madame !* », me disait-il à l'époque, il y a un an et demi. Un miracle, murmuraient certains...

Un miracle, parce que, comme beaucoup d'autres, Farid a des difficultés d'expression, de rédaction : souvent négligent, il n'a pas fait les efforts nécessaires pour combler ses lacunes, pour « apprendre à écrire »...

Farid, donc, au bout du fil, qui a retrouvé mon numéro et me dit : « *je vous appelle pour vous dire ce que je deviens, ou plutôt - c'est lui qui précise - ce que je vais devenir...* ». Il fait des études de droit, avec passion. Farid, que j'aidais à décrypter les lettres du juge lorsqu'il commettait de petits délits à quinze ans, Farid, dégaîne de banlieue et rôle de « bouffon » assumé, Farid jugé « *puéril* » par mes pairs, Farid donc, veut devenir avocat, ou commissaire ! Pour cela, il a beaucoup changé, et il est fier de me l'apprendre. Il s'est inscrit dans une fac lointaine, pour ne pas se retrouver sur les bancs de l'université avec ses amis, pour ne pas céder aux tentations du laisser-aller,

aux réflexes du ghetto : « *j'en avais marre madame que les copains m'appellent pour rester en bas de l'immeuble !* ». Il fait un petit boulot le week-end, il est boursier, il espère obtenir bientôt une chambre en cité universitaire. Il s'est abonné au *Monde*, il s'habille différemment : « *j'ai changé vestimentairement, je sais pas si ça se dit...* »

Je suis heureuse de l'entendre, si fier, déterminé... Mais il ajoute, au bout d'un moment : « *Madame, je vous appelle aussi pour vous demander un service...* »

En fait, Farid redouble sa première année de licence, même s'il a obtenu un certain nombre de crédits. Il n'a pas réussi, malgré ses efforts, à obtenir la moyenne, parce que, lui disent les profs... « *il ne sait pas écrire* »... A cause de ses difficultés d'expression, donc, il a de mauvaises notes, même lorsqu'il a appris par cœur son droit. Il est en classe avec des étudiants qui ne lui ressemblent pas du tout, et c'est une révélation à la fois stimulante, et douloureuse : « *les autres, madame, ils ont une grande culture, ils ne parlent pas comme moi, parfois j'ai honte...* » Et il ajoute (souffrance de la prof de banlieue !) : « *on dirait qu'ils n'ont pas eu le même bac que moi !* »

Alors voilà, je vais essayer de l'aider, reprendre les bases. Il ne pensait pas que c'était si important l'orthographe, le registre de langue, toutes mes vieilles sornettes de prof de français... Il a compris, maintenant. Mais moi, n'aurais-je pas préféré qu'il ne la découvre pas, cette vérité-là, cette fracture-là, ce plafond de verre auquel, plus motivé que jamais, il se heurte, dans la bonne société étudiante, à Paris ?

Nathalie Broux est professeure au lycée Jacques-Feyder à Épinay-sur-Seine (93)



SOLIDAIRES, ICI ET AILLEURS

Anophèle

C'est le nom d'un moustique, terrifiant vecteur de paludisme, mais aussi, plus positivement, le nom de l'association d'une école de médecine nantaise. Cette association a été créée par des étudiants de l'ensemble santé de l'université mais elle s'adresse à tous les étudiants nantais, souhaitant les sensibiliser à la solidarité nationale et internationale, aux actions à mener en terme de santé et développement.



Le héros de l'affaire ? Curieusement, il n'est pas nantais... Il s'agit de Youssoufa Maïga, malien, qui en 1992, alors qu'il était en deuxième année de médecine à Bamako, retourna pendant les vacances d'été dans son village d'origine, y emmena des médicaments et proposa des consultations. Il créa ensuite le Rhodar, association d'étudiants originaires du Bourra comme lui, puis imagina un partenariat entre son associa-

tion malienne et une association française. Anophèle est née à Nantes en 1997 de cette volonté de créer des ponts d'échanges culturels, humains, scientifiques et d'entraide. Les actions de ces associations jumelles : des missions d'urgence visant à sauver des vies et des missions qu'on pourrait plutôt caractériser de développement durable, s'appuyant sur l'éducation sanitaire et non sur l'assistanat.

miser le centre. Mais Anophèle conserve un rôle de médiateur entre les divers responsables du centre. La construction du CSCOM a été accompagnée de la création d'une école en 2005, de l'apport de moustiquaires, de motopompes (pour apporter l'eau du fleuve dans les zones d'agriculture), de moulins à mil et de puits...

L'action à Nantes. Anophèle mène également des projets sur Nantes, dans le but de contribuer localement à la lutte contre l'exclusion, mais aussi d'aider à la préparation de la mission Mali. Le contact est permanent avec les membres du Rhodar qui orientent les actions au Mali.

Une initiative à suivre de près, en tout cas, comme un bel exemple de projet concerté et prenant en compte toutes les problématiques locales... la base même de ce que doit être la solidarité internationale.

Estelle Duquesnois

> Dans le cadre de son programme « Solidarités Etudiantes », la Guilde européenne du raid soutient Anophèle depuis 2000, en l'appuyant dans sa recherche de financements et dans le montage de son dossier de partenariat avec le ministère des affaires étrangères et en lui proposant des temps de formation...

www.anophele.org
www.la-guilde.org

AFEV ★ ★ www.e-volontaires.org

[CREE TON BLOG](#)
[C'EST UTILE](#)
[BLOGS](#)
[FORUM](#)
[SITE AFEV](#)
[CONTACTS](#)

Le site e-volontaires a vu le jour suite à un appel à propositions « accompagnement à la scolarité, égalité des chances et TIC » lancé, au premier semestre 2006, par le Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur. L'Afev y a répondu, et son projet a été retenu.

L'objectif principal de ce site « ressource » est à la fois de constituer un portail de contenus en ligne, utiles au travail d'accompagnement, de proposer des activités facilitant le contact entre enfants accompagnés et bénévoles (création de blogs entre autres..) et de permettre d'intensifier les échanges de pratiques entre les bénévoles grâce à des forums. Dans un second temps, le projet vise à travailler concrètement sur le manque de matériel informatique et de réseau numérique dans les quartiers.

Comme le déclare Amine, 24 ans, Volontaire à l'Afev Lyon : « le projet e-volontaires va permettre de fournir de nombreux modules pour accompagner les enfants; il créera du lien. Je suis surtout interpellé par le manque d'équipement des collectivités locales. Comment se fait-il qu'il n'existe pas de salles ouvertes dans les différents quartiers lyonnais ? Sans

parler des écoles, qui sont généralement sous-équipées en la matière. Car les enfants des quartiers connaissent Internet, mais la plupart d'entre eux ne possèdent pas d'ordinateur ni de connexion. Ils essaient souvent de passer à l'Afev, mais nous ne pouvons pas tous les accueillir, faute de place, de temps et d'équipement. Je pense aussi que des cours d'informatique et d'utilisation du Web devraient être dispensés, dès le plus jeune âge des enfants, car ils ne savent pas forcément comment rechercher de l'information. »

Ainsi, en plus des fiches pratiques et du glossaire, nécessaires pour bien prendre conscience des spécificités et enjeux d'Internet et de l'informatique, en plus du forum et du moteur de blogs, des sites et des projets originaux sont mis en avant. Le site de la Classe d'Initiation de Mons-en-Baroeul (<http://demonstrations.free.fr>), par exemple, qui présente de manière dynamique et intelligente les travaux d'une classe constituée de 23 enfants issus de 12 pays différents ; ou encore les ressources proposées par la prévention routière pour évaluer ses connaissances sur le sujet.

www.e-volontaires.org

La « concitoyenneté » pour une meilleure démocratie

Claude Sicre, le chanteur des Fabulous Trobadors, habite et agit depuis une trentaine d'années dans le quartier Arnaud Bernard à Toulouse. Chanteur engagé, mais avant tout habitant engagé, il prône la « grande révolution des quartiers du monde ».

Agir dans les quartiers, d'après votre parcours, c'est avant tout agir dans son quartier. Le vôtre vous tient à cœur...

Claude Sicre : Le quartier Arnaud Bernard dans lequel je vis depuis plus de trente ans est le dernier quartier populaire du centre de Toulouse. Toutes les vagues d'immigration y sont passées. Il y a là une pluriculturalité concentrée à échelle humaine. Mon engagement dans ce quartier, je le vis en tant que musicien mais surtout en tant qu'habitant. Je me suis installé ici en 1970, à contre-courant des idées de mai 1968 : les gens cherchaient des « ailleurs » géographiques, politiques, familiaux... Nous, nous avons décidé que le paradis c'était ici.

Comment avez-vous participé à créer ce que vous nommez la « concitoyenneté » ?

Nous avons d'abord monté une association d'habitants, un comité de quartier : on voulait créer cette concitoyenneté, rapprocher les gens pour s'organiser. Considérer notre terrain et proposer, débattre, lutter, échanger. Il ne s'agit pas de « faire vivre le quartier » : nous ne sommes pas séparés de la ville, de la France et du Monde. Nous ne travaillons pas de façon isolée. Plusieurs de nos actions ont d'ailleurs été reprises un peu partout. Nos repas de quartier, nos conversations philosophiques aussi. Nous regrettons d'ailleurs que ces endroits deviennent des lieux fermés.

Au delà de rapprocher des habitants, vous semblez être animés par une volonté plus politique...

Pas politique ! Plutôt civique. La France n'a pas une grande habitude de la démocratie à la base : le pouvoir est depuis trop longtemps centralisé. Les décisions viennent toujours « d'en haut » : des municipalités ou à plus haut niveau du gouvernement. C'est devenu un obstacle à la démocratie. Nous agissons dans notre quartier pour renverser la démocratie française telle qu'elle est aujourd'hui, pour faire avancer vers une démocratie concitoyenne. Le

« bas » doit s'organiser en divers contre-pouvoirs (civiques, culturels, etc) à l'exercice du pouvoir politique.

Comment transposer cette théorie de la concitoyenneté dans des quartiers difficiles et abandonnés ?

Je crois dans ces quartiers à l'émergence d'une élite : des personnes qui auraient fait des études et qui n'abandonneraient pas leur terrain. Souvent, ces personnes abandonnent parce que c'est difficile, et ceux qui restent tombent dans le piège de modèles sociologico-intellectuels qui les empêchent d'agir. Cette élite doit comprendre que c'est avec leurs concitoyens qu'elle peut inventer.

Et avec votre groupe, les Fabulous Trobadors ? Vous considérez aussi votre musique comme un engagement ?

Bien sûr. Et avant les paroles, c'est par la forme même de notre musique qu'on s'engage. Nous avons repris d'une part une forme de musique de rue (à ne pas confondre avec la musique dans la rue), où on peut improviser, interpeller ; et d'autre part l'idée de « bal populaire », pas « traditionnel », mais qui intègre les nouveautés et qui fait danser tout le monde. Dans nos paroles, on raconte surtout ce qu'on fait, notre philosophie.

Vous avez déjà travaillé avec l'Afev, racontez-nous...

Nous collaborons ensemble depuis 5/6 ans. On a bien sûr joué lors de concerts de l'Afev et nous leur avons donné un coup de main pour les organiser. Dans le quartier, ils ont aussi fait de l'accompagnement éducatif, en lien avec des associations déjà existantes. Il faudrait pouvoir échanger davantage nos compétences.

Propos recueillis par Charlotte Alix



 **INITIATIVES**

Partir en vacances, un droit pour tous !

En France, aujourd'hui, près de trois millions d'enfants ne partent pas en vacances et parmi eux, deux millions ne quittent jamais leur domicile, ne serait-ce que le temps d'un week-end. Du mercredi 16 janvier au 10 février 2008, La Jeunesse au Plein Air, lance sa 63ème collecte pour permettre à davantage d'enfants de bénéficier d'un séjour.

Cette campagne est parrainée par quatre célèbres skippers, Vincent Riou, Roland Jourdain, Michel Desjoyeux et Jean Le Cam. De nouveaux personnages de « Tchô la collec' » illustrent les vignettes autocollantes, support principal de la campagne. Elles sont proposées à la vente au prix de 2 euros chacune.

www.jpa.asso.fr

Signature d'une convention entre l'Afev et l'ANLCI

La signature de la convention de partenariat entre l'Afev et l'Agence Nationale de Lutte Contre l'illettrisme a été un temps fort du Salon de l'Education 2007. Par son implication sur de nombreux champs qui participent à la prévention de l'illettrisme, par sa mobilisation pour lutter contre les inégalités, l'Afev est un partenaire sur lequel l'ANLCI s'appuie depuis son origine.

Cette convention cadre de coopération permettra à l'une comme à l'autre des deux organisations de disposer de leviers favorisant le développement de pratiques souvent innovantes prenant en compte les personnes dans leur dimension globale. La collaboration entre les chargés de mission régionaux de l'ANLCI et les pôles régionaux de l'Afev a déjà commencé à porter ses fruits sur de nombreux territoires.

www.anlci.gouv.fr



 **HYPERTEXTE**
LA CHRONIQUE DE JÉRÔME STURLA

Repenser l'égalité des chances

La notion de progrès social a longtemps été associée à celle de progrès économique. Cette heureuse conjugaison a plutôt bien fonctionné dans le cadre de l'Etat-nation et pendant la période prospère dite des « Trente Glorieuses ». Depuis, le phénomène de la mondialisation de l'économie et l'essoufflement de notre modèle industriel semblent avoir effacé l'idée de progrès social au profit de celle de cohésion sociale.

En effet, les territoires et les entreprises sont désormais confrontés à des exigences de compétitivité liées notamment à l'émergence d'une nouvelle organisation économique reposant sur la connaissance et les services. Ce contexte impose que chaque individu fasse la démonstration de son « talent » personnel dans un environnement social qui renforce l'individualisation des modes d'intégration professionnelle. Dans son ouvrage Patrick Savidan réinterroge le levier de justice sociale que représente aux yeux de bon nombre d'acteurs le concept d'« égalité des chances ».

Celui-ci est loin d'être neutre et, selon l'auteur, il peut servir d'alibi à une vision de la société qui serait aux antipodes des valeurs symbolisées par l'« égalité des chances » elle-même. Son argumentation est étayée de nombreuses références philosophiques et politiques qui tranchent avec une approche, qui sur ce thème, est souvent exclusive-ment sociologique.

La conclusion de ce livre rend illusoire les velléités de remise en cause radicale de la pertinence de ce concept. En ce sens, cet ouvrage constitue une référence permettant de considérer que l'« égalité des chances » n'aura de traductions concrètes que si elle est vécue réellement par les individus et non pas simplement déclamée formellement par les pouvoirs publics.

> Patrick Savidan,
Repenser l'égalité des chances
(Grasset - 2007)



**Journées Mondiales
des Jeunes Solidaires
Pas de quartier pour les inégalités !**



Pour la 5^e année consécutive, l'Afev organise les Journées Mondiales des Jeunes Solidaires sous l'égide du label Global Youth Service Day de l'ONU. Du 24 mars au 24 mai 2008, dans 30 villes en France, concerts, débats et forums donneront le ton pour promouvoir l'engagement des jeunes contre les inégalités.

Ecole : la solidarité plus efficace que la compétition

Une jeune fille cheveux au vent brandit un drapeau français l'air satisfait et un rien belliqueux : « Elle a pris le pouvoir sur le français ». Une autre en veste militaire chevauche un cheval de manège : « Elle a gagné la bataille contre l'histoire ».

Ces images suscitent un certain malaise... Il s'agit de la dernière campagne de publicité d'Academia, N°1 du soutien scolaire à domicile en France. Elle dessine les contours d'un modèle d'une école qui n'a plus grand-chose de républicain. Les sociologues de l'éducation avaient déjà montré que l'école n'a plus, seule, les moyens de rattraper les inégalités sociales, Academia va plus loin avec son évocation d'une école comme un champ de bataille où le savoir serait uniquement affaire de pouvoir et de domination et où certains seraient armés (grâce au coaching scolaire payant) pendant que d'autres partent sans munitions affronter un combat perdu d'avance.

La métaphore est très violente, et la réalité de l'école aujourd'hui un peu plus complexe. Mais au fond, tout est affaire de valeurs et donc..., de choix. Nous pouvons partir du postulat que l'école n'étant pas en mesure de garantir les mêmes chances à tous de réussite scolaire, il revient à chacun d'essayer de sauver sa peau en marchant sur la tête du voisin, en s'affolant sur la carte scolaire, en finançant des officines privées de soutien scolaire doublement discriminantes parce qu'au moyen de politiques de défiscalisation elles bénéficient le plus à ceux qui, précisément, ont le plus. Imaginons un instant les effets à long terme d'une telle stratégie...

Ou alors, nous pouvons faire le pari d'une école qui reste encore, malgré les difficultés, un lieu d'éveil de la curiosité, du déploiement des talents (et pas que scolaires) d'apprentissage de la citoyenneté, et d'autres valeurs que la compétitivité ou l'apprentissage par l'humiliation. Pour les 150 000 jeunes qui quittent chaque année le système scolaire sans qualification, ces dispositifs de soutien purement scolaire sont d'une efficacité limitée : à quoi servent 4 heures de rabe de physique si on est incapable d'imaginer que la physique ait un intérêt, ou même que l'école ait un sens ?

Pour redonner du sens à l'école, une ouverture sur les autres acteurs et espaces éducatifs est indispensable. Outre les entreprises qui spéculent sur l'angoisse scolaire, d'autres ressources existent. Depuis 15 ans, 60 000 étudiants de l'Afev (Association de la Fondation Etudiante pour la Ville) se sont engagés bénévolement dans les quartiers en difficulté auprès d'enfants et de jeunes en fragilité en basant leur accompagnement sur autre chose que le soutien purement scolaire. Avec bienveillance, dans une posture d'égalité, dans une démarche individualisée et en lien étroit avec leurs familles, ils ont contribué à rapprocher de l'école environ 90 000 jeunes qui n'y croyaient plus, en valorisant leurs capacités, en les remotivant, en les aidant à se projeter dans un parcours scolaire et professionnel.

Ces étudiants ne sont ni pédagogues, ni psychologues, ni enseignants.... Ce sont de jeunes citoyens qui agissent simplement mais concrètement contre les inégalités, qui pensent que le savoir n'est pas qu'affaire de pouvoir, que l'éducation est l'affaire de tous, et que la solidarité est un modèle plus attractif que la compétition voire même, in fine, plus efficient.

Afev, Être utile: Quartiers défavorisés, jeunes en difficulté : des étudiants s'engagent (2005 - INJEP)

PORTRAIT

« Ce qui m'énerve vraiment, c'est d'entendre certains parler de bandes ethniques ».

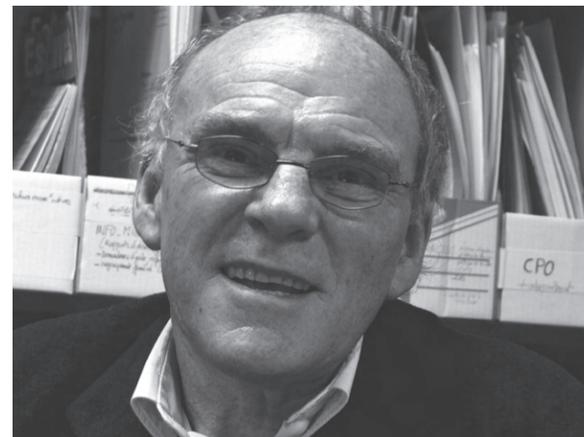
Nonna Goasguen, chargé de mission à l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances et ancien éducateur à la Protection Judiciaire de la Jeunesse possède une solide expérience des quartiers 'sensibles'. Sur la délinquance, son regard particulier fait la part entre fantasmes et réalités.

Depuis 1970 vous travaillez auprès de jeunes délinquants. Qu'est-ce qui a changé entre hier et aujourd'hui ?

Quand j'ai commencé à travailler comme éducateur de justice c'était le plein emploi, alors ces gamins, on arrivait facilement à les faire bosser. Le matin, des patrons nous attendaient devant le foyer de semi-liberté pour nous demander de leur envoyer des jeunes. Dès 16 ans on les faisait travailler, et souvent, à 18 ans, ils étaient sortis de la délinquance. A partir du choc pétrolier de 1974, on a vu les ravages cumulés que le chômage de masse a fait sur les populations les plus fragiles et sur les adolescents en particulier.

La délinquance a-t-elle changé de nature depuis 40 ans ?

Ce qui est curieux, c'est que la société évolue par cycles, et on a quelquefois l'impression de tourner en rond. Je retrouve en fin de carrière le racisme, le phénomène de bandes, les viols collectifs, l'alcool chez les jeunes, tout cela était très présent dans les années 70... On a tendance à oublier que ces problématiques ne sont pas nouvelles. Ce qui m'énerve vraiment, c'est d'entendre certains parler de « bandes ethniques ». C'est faux : les bandes sont, et ont toujours été, territoriales, elles se constituent autour des jeu-



nes d'un quartier, d'une cité qui protègent leurs bouts de trottoir. Et si elles sont composées aujourd'hui majoritairement d'enfants d'immigrés, c'est parce que se sont des familles immigrées qui peuplent majoritairement les quartiers populaires.

Votre sentiment en fin de carrière ?

Ce qui me fait encore peur après 38 ans de carrière, c'est la reproduction des problèmes de générations en générations. J'ai vu des cas de viols intra familiaux d'adolescentes dont les mères et les grands-mères avaient subi les mêmes violences et on craint alors que ça ne se reproduise encore. Le travail de l'éducateur porte réellement ses fruits quand il arrive à casser définitivement ce cercle vicieux. Pour ça, et pour tout travail éducatif, il faut du temps, pour construire un rapport de confiance, pour

réparer, pour accompagner, pour faire grandir et c'est ce temps, indispensable, qui nous est retiré aujourd'hui. On traite les jeunes comme des adultes qu'ils ne sont pas, l'enfermement se substitue à l'éducation, on s'éloigne de plus en plus des valeurs et de l'éthique qui constituaient le socle de la justice des mineurs depuis 1945 et qui m'avaient fait choisir à 20 ans ce métier et y faire toute une carrière.

Peut-on associer les jeunes dans la lutte contre les inégalités ?

Les jeunes doivent avoir confiance en eux, ils doivent s'estimer. Nous devons les aider à trouver leur place dans la société. Seulement après, les jeunes des quartiers pourront militer car ils croiront en l'avenir. Nous avons besoin d'eux pour avancer.

Sabrina Hamache

Volontaires ! n°13

publié par l' **Afev** **

26 bis, rue de Château-Landon – 75010 Paris
Tél. : 01 40 36 01 01 – Mail : pole.national(at)afev.org
Directrice de la publication : Anne Korobelnik

Coordination, rédaction, réalisation :

Charlotte Alix, Mathias Bocabeille (PCC), Nathalie Broux, Dylan Calves, Nicolas Delesque, Estelle Duquesnois, Paul Falzon-Monferran, Tanguy Fichou, Clotilde Giner, Sabrina Hamache, Matthieu Lamarre, Eunice Mangado-Lunetta, Christophe Paris, Elise Renaudin, Jérôme Sturla et Tanguy Tollet.

Crédits photographiques:
Génaro, PCC et D.R.

Conception graphique : Claire Le Roy et Mathias Bocabeille (PCC)
Impression : Graph 2000 – BP 61203 – Argentan cedex

ISSN 1765-4408

Dépôt légal à parution

PAS DE QUARTIER POUR LES INÉGALITÉS